

Contre les réformes Allègre: après les élections, la mobilisation

Jamais un gouvernement n'avait poussé aussi loin la casse de l'Université publique, d'application de la réforme laissée par Bayrou en rapport Attali, de démolition du statut des pions en baisse des postes aux CAPES/Aggeg. Cela, nous vous l'avons souvent dit, depuis la rentrée, dans *Trait d'Union*.

Mais pour la première fois depuis très longtemps, cette volonté de destruction a rencontré une riposte. Parce que le pouvoir est allé vraiment loin. Parce que, dans toute la France, de Montpellier à Amiens, de Toulouse à Tolbiac, les étudiants sont de plus en plus nombreux à comprendre que choisir l'union dans la lutte est le seul moyen de sauver nos études et notre avenir.

Ce mouvement a été traité par le mépris, par la censure (qui vous en a parlé, à part *Trait d'Union*?). Comme prévu, il a cessé au moment des examens: c'était le calcul d'Allègre qui, hélas, n'a pas d'exams à passer, et qui en a profité pour faire avancer ses projets de réforme.

Nous avons déjà commencé à en voir les conséquences. À Paris IV, les partiels se sont déroulés dans une pagaille sans précédent connu: chevauchement d'horaires, épreuves mal définies, désordre dans le retour des notes et des copies... Surtout, nous pouvons légitimement nous interroger sur le sérieux des épreuves quand, pour des raisons d'économie de temps ou de locaux, **on nous demande de faire en trois, voire deux heures, les dissertations qui se faisaient d'habitude en quatre heures.** Comment alors la notation peut-elle être objective? Comment pouvons-nous apprendre à rédiger une dissertation, si le partiel n'est pas une occasion de nous entraîner? (Nous sommes

intervenus sur ce thème en commission de scolarité. La plupart des profs sont d'accord, mais ne peuvent rien faire).

Au ministère, on s'en moque: le but n'est pas de nous former intellectuellement mais de faire de nous, au moindre coût, une réserve de main d'œuvre à bon marché.

Pourtant, la semestrialisation Bayrou-Attali n'a encore été que très partiellement appliquée à Paris IV. Si sa systématisation, acceptée par les conseils en novembre sur ordre d'Allègre, entre dans les faits, ce sera bien pire.

Nous devons réagir. C'est maintenant à tous les étudiants de France qu'il appartient de montrer à Allègre, à Jospin et à tous ceux qui les soutiennent dans leur opération "Dégraissez le mammoth!" (qui, comme par hasard, se trouvent surtout à

droite) que les examens ont été une pause dans le mouvement, non sa fin.

Actuellement, les profs du secondaire se mobilisent. Les lycéens, les premiers à être descendus dans la rue, comprennent à quel point Allègre leur a menti. **Tous ensemble, nous pouvons imposer une autre logique.**

En votant très majoritairement pour les listes UNEF, UNEM et non syndiqués (voir p. 2), vous avez montré votre opposition à cette politique. Nous ne vous avons jamais caché qu'il ne suffisait pas de voter pour nous. Nos élus n'ont aucun pouvoir réel: **ils sont un relais et un point d'appui pour agir avec vous tous, pour qu'on revienne sur la semestrialisation à Paris IV, pour développer un mouvement d'ampleur nationale contre le rapport Attali et les réformes Allègre.**



Pour en savoir plus, demandez nous le 4 pages Ensemble, combattons la réforme Allègre, publié unitairement par les syndicats qui ont participé au mouvement de décembre

Retour sur les élections du 19 janvier ou : la déferlante UNEF !

Les élections aux conseils centraux du 19 janvier 1999 marquent un fait historique : la victoire de l'UNEF qui, avec 44% des suffrages et 12 élus sur 24, devient la première force syndicale de l'Université. Le recul de l'UNEF-ID est très net, car avec 34% des suffrages, même si l'UNEF-ID reste un pôle important, c'est une perte de 8% et surtout de 650 voix qui est enregistrée, alors que l'UNEF conserve le même nombre de voix et progresse de 20%. Autre gagnant, l'UNI gagne 2 élus, avec un nombre de voix en très légère baisse par rapport à il y a deux ans (seulement 50 voix).

Il faut cependant noter que la participation diminue, puisque moins de 7% des étudiants se sont déplacés pour voter, contre près de 11% il y a 2 ans. Mais cette faible participation peut en partie s'expliquer.

Tout d'abord, la population étudiante a diminué de plus de 3000 personnes en deux ans, avec dans le même temps un bond des étudiants étrangers, Erasmus, Socrate, qui sont plus de 3000. De plus, les élections ayant été organisées à quelques jours des partiels de premier cycle et des concours blancs de CAPES/Agrèg, c'est un nombre important d'étudiants qui ne pouvaient pas voter. Compte-tenu de ces paramètres, sur les 24 000 étudiants inscrits à Paris IV, entre 8000 et 10 000 étudiants sont soit dans l'impossibilité d'être présents le jour des élections, soit sont dans l'incapacité de percevoir l'enjeu des élections. La participation des étudiants présents le jour du vote dépasse les 25%.

Pourtant, même après ces corrections, la participation reste faible. Beaucoup d'étudiants ne se sentent pas concernés par ces élections, n'en perçoivent pas les enjeux. Ce qui implique 3 faits. Premier point, les syndicats ont du mal à faire comprendre aux étudiants l'intérêt du vote (de manière flagrante sur les centres extérieurs autres que Clignancourt), sans doute du fait de l'absence d'équipes syndicales. Le second point est que l'administration n'offre pas la possibilité aux élus étudiants de populariser le travail qu'ils effectuent dans les conseils de l'université. Ce qui aboutit à une somme incommensurable de mensonges proférés le jour des élections. Il serait intéressant que les élus

étudiants se présentent en début d'année lors des amphithéâtres d'accueil. De plus, l'administration devrait permettre aux élus étudiants de faire parvenir de façon ponctuelle un résumé des conseils, afin de permettre aux étudiants de juger de la présence et des interventions de leurs élus. Enfin, les étudiants eux-mêmes ne montrent pas toujours de curiosité pour la vie de l'université, très peu se déplacent pour nous rencontrer lors de nos apparitions. Au total, nous sommes conscients que beaucoup de travail reste à faire pour développer le vote étudiant, et nous allons poursuivre nos efforts pour y parvenir, notamment en continuant de développer l'information sur le travail des élus étudiants dans les conseils.

Sur le fond, l'UNEF considère que ces élections sanctionnent l'UNEF-ID, à la fois pour son soutien à l'application de la réforme Bayrou, pour son absence d'investissement lors du mouvement sur le rapport Attali, et pour son absence de travail syndical (mise à part la vente des sandwiches de la MDE). L'UNEF-ID a misé sur la "*solidarité des militants de l'UNEF-ID entre eux*", qui s'effectue essentiellement le jour des élections. L'ensemble des militants UNEF-ID qui effectuaient la campagne venaient de Paris I, Paris II, Paris III et de Nanterre, faisant campagne, sans rire, que "*la réforme Bayrou (appliquée à Paris IV) est la plus grande victoire étudiante de la décennie*", alors qu'ils ne savaient rien des conséquences de son application à Paris IV.

L'UNEF considère que sa victoire est due d'abord à sa prise de position ferme contre Bayrou et Attali. Elle a été aussi construite par un important travail de terrain. Notre travail sur l'aide sociale (campagne d'exonération des droits d'inscriptions), les SOS inscriptions, les Capes/Agreg, l'ouverture de la Sorbonne face aux abus de pouvoir du rectorat, (nos pétitions lui ont été transmises par l'intermédiaire du président Molinié), la modernisation de nos structures, plus ouvertes, sont les bases de notre succès. Autant d'actions que nous allons poursuivre et diversifier comme par exemple les compte-rendu dans *Trait d'Union* de nos interventions et des avancées que nous obtiendront dans les conseils, ou une campagne pour la création d'un local associatif, etc...

La première réunion du CA et du CEVU nouvellement élus, ont été uniquement consacrées à la désignation des membres étudiants des commissions FAVE (celle qui gère l'attribution de l'aide sociale sur Paris IV) et de la commission culturelle. Normalement, cela passe sans problème, en fonction du résultat des élections

Nous avons donc proposé à l'UNEF-ID de partager avec nous les deux sièges de la commission FAVE (la plus importante, pas besoin de vous dire pourquoi), et de nous laisser la commission culturelle. Surprise ! L'UNEF-ID a tenté de bloquer le processus en s'alliant à l'UNI. Le prix de cette alliance : elle lui laissait la place en commission aide sociale, et obtenait une place en commission culturelle ! Quand on connaît les positions de l'UNI à ce sujet (qui défend les bourses au mérite et non celles sur critères sociaux, et est hostile à toute aide aux étudiants étrangers...), on croit rêver ! Les électeurs de l'UNEF-ID peuvent apprécier... Quant à nous, nous avons de plus en plus de mal à comprendre la stratégie sociale de ce syndicat...

Ces manœuvres ont heureusement échoué et vous pouvez compter sur vos élus UNEF, Abdellaziz Ait-Youssef pour l'aide sociale, Mariannig Albanhac et Matthias Vincenot pour la commission culturelle. N'hésitez pas à les contacter. De plus, l'UNEF Paris IV a obtenu que les procès-verbaux des conseils soient désormais publics. Ils seront affichés désormais au centre administratif de la Sorbonne.

MNEF : Espoir (ou désespoir) d'une démocratisation de la mutuelle ?

Les élections de la MNEF se déroulent durant la seconde quinzaine de février. Trois listes sont en campagne pour les 65 sièges de l'Assemblée générale, mais on sait déjà qui va gagner: la liste "*Changer la MNEF*", dont l'objectif est de "*rendre la MNEF aux étudiants*". Les mauvaises langues disent que le meilleur slogan aurait été "*conserver la MNEF à l'UNEF-ID*". De fait, la composition de la liste offre à l'UNEF-ID la part du lion: seuls 10 à 15 des 65 candidats n'en font pas partie. Plus que la diversité du mouvement étudiant, c'est la volonté hégémonique de l'UNEF-ID sur le mouvement étudiant qui apparaît.

En ce qui concerne la plate-forme, celle-ci est d'une platitude affligeante. Aucun engagement formel n'est pris, notamment sur la question du maintien ou non de l'engagement de la MNEF dans les secteurs qui ne sont pas liés au mutualisme étudiant, tels que la restauration universitaire, le logement étudiant, etc... Autant d'investissements dans lesquels les dirigeants de la mutuelle risquent de rendre des comptes à la justice. Même si nous étions assez lucides sur toute plate-forme acceptée par l'UNEF-ID, il nous semblait logique que pour éviter un retour des anciennes pratiques la direction de la MNEF devienne plurielle, associant le plus grand nombre d'organisations étudiantes. Les dernières décisions prises sont très symboliques : la MNEF a cessé de subventionner les associations étudiantes, sauf l'UNEF-ID... Or, c'est une des dérives que nous critiquons. Même si l'UNEF-ID ne défend plus l'idée d'un "*lien organique fort*" entre elle et la MNEF, la tentation semble forte pour l'UNEF-ID de poursuivre dans ces anciennes pratiques : c'est à dire le maintien de la subvention annuelle de 1,25 millions de francs accordée à l'UNEF-ID chaque année au titre de "*services publicitaires*".

Pourquoi l'UNEF est-elle sur cette liste ? Parce que c'était la seule façon, avec ces élections truquées, d'obtenir un petit moyen d'influer sur la gestion future. Les autres ont été trop heureux de faire une petite place à la seule organisation qui ne soit pas compromise dans le scandale. Appeler au boycott des élections aurait été se priver de ce moyen d'agir.

Mais ne croyez pas que nous allons voter pour *Changer la MNEF*, ou pour une des deux listes de figurants eux aussi compromis ! Le sentiment qui nous envahit est la déception, pour ne pas dire plus. Ils étaient nombreux à savoir que depuis plusieurs années, la gestion de la MNEF n'était pas la plus transparente et la plus honnête. Les scandales qui ont éclaté offraient l'opportunité d'une véritable réforme dans ce que d'aucun nommaient "*panier de crabes*". Le résultat : la liste présentée n'offre qu'un faible espoir de réforme, alors que la situation de la santé étudiante n'est guère florissante aujourd'hui, et que la MNEF est devenue une société privée, à buts lucratifs, aux antipodes des idées qui ont permis sa création. Les étudiants se sont peu à peu totalement désengagés de la gestion de la mutuelle, avec comme conséquence des dérives contraires à leurs intérêts. Ces élections n'y changeront rien. La leçon doit être retenue.

La commission de scolarité s'est réunie le 3 février. Elle a débattu du calendrier de l'année prochaine. Une (petite) victoire: il devrait y avoir (un peu) plus de temps que cette année entre la session de septembre et la reprise des cours. Un regret: quand notre représentant a demandé une semaine blanche de révisions avant les examens, on lui a répondu que c'était impossible... à cause de la semestrialisation !

Nous avons obtenu la garantie formelle que tous les étudiants absents au partiel passaient automatiquement en contrôle terminal.

Enfin, une menace à signaler pour les maîtrises et DEA: sous prétexte de saisie informatique (on se moque de nous !) il deviendrait impossible de soutenir au delà du 1er octobre. Cela a été écarté pour cette année, mais reste envisagé pour les suivantes. L'UNEF restera vigilante sur cette question, et refusera toute rigidification du système.

Le nouveau vice président étudiant de Paris IV vous parle

Candidat de l'UNEF à la vice-présidence de l'Université j'ai été élu par les membres du CEVU, au 2ème tour de scrutin, avec 12 voix contre 6 à l'UNI. Cette campagne pour la vice-présidence étudiante a permis la confrontation des visions de l'UNEF avec celles des principaux protagonistes enseignants et administratifs de l'Université. Plusieurs thèmes ont été abordés, tels que la question de la réforme Bayrou en licence (stage or not stage ?, rien n'est encore totalement décidé, surtout pour les années à venir), la question du 3-5-8 à Paris IV, avec le maintien de la sélection à l'entrée de la 5ème et de la 6ème année. Mais nous reviendrons sur la question une fois que nous aurons plus d'éléments sur cette question.

De même, les conditions d'application de la réorientation en 1er cycle ont été abordées, car celles-ci ne se sont pas toutes bien déroulées. Même si l'UNEF est contre la réorientation, et conseille les étudiants de ne pas l'utiliser (sauf cas exceptionnel...), car tous ce qu'ils risquent d'obtenir, pour plus de 90% d'entre eux, c'est la quasi-certitude de redoubler dans la nouvelle filière. Cependant, comme celle-ci s'applique, l'UNEF Paris IV compte intervenir pour faire en sorte que les étudiants, s'ils décident d'utiliser cette procédure, puissent obtenir toutes les garanties de bon fonctionnement auxquels ils ont droits : c'est à dire disposer de l'ensemble de leurs copies avant que ces commissions ne se réunissent par exemple.

Sur la question, pourtant essentielle, de la paix sociale dans les UFR, tous les acteurs sont d'accord. Les étudiants, qui ressentent l'absence d'information et de liens avec leurs enseignants, les enseignants qui recherchent des étudiants plus actifs, et les administratifs qui souhaitent assurer les meilleurs services aux étudiants. L'UNEF Paris IV prône une confrontation rationalisée à l'intérieur des UFR. A ce propose, les enseignants reconnaissent que seule l'UNEF est dans la capacité d'assurer une telle charge.

Philippe Lieutaud

LIBÉREZ LA SORBONNE !

Lettre ouverte à Monsieur le Recteur d'Académie

Monsieur le Recteur,

Depuis la rentrée d'octobre, se sont multipliés en Sorbonne **des incidents mettant en cause la sécurité et la liberté d'expression de tous et perturbant gravement le déroulement des cours**. A l'initiative de ces incidents se trouve, toujours, le personnel du rectorat.

Il ne peut y avoir désormais une manifestation à quelque propos que ce soit dans le quartier sans que la Sorbonne soit partiellement ou totalement fermée, avec un mépris total pour les étudiants et les enseignants dont le travail est ainsi perturbé, voire rendu impossible.

Il est **de plus en plus difficile aux étudiants ayant cours dans le grand Amphi d'y accéder**. La fermeture des galeries Lettres et Sciences leur fait perdre un temps considérable. Ces cours sont de plus en plus en plus souvent annulés sous des prétextes divers.

A l'occasion des dernières élections à Paris IV, **plusieurs tentatives ont été faites pour gêner la campagne de notre syndicat** (et la sienne seulement, d'ailleurs...). Cela n'a pas suffi à dissuader les étudiants de voter majoritairement pour nos listes.

Quand nous protestons, nous sommes souvent traités par vos agents avec la dernière grossièreté. Quand nous insistons en rappelant certains principes et certaines réalités, ils se réfugient derrière vos ordres, dont nous ne voyons jamais de trace écrite. Quand nous téléphonons au rectorat pour demander des explications, nous avons affaire à des gens charmants, partageant nos préoccupations, qui nous promettent que Monsieur Vitry nous rappellera dès que possible. Il ne rappelle jamais. Les protestations des enseignants, celle du CA de notre Université ont été traitées avec le même mépris.

Vous semblez agir comme si la Sorbonne était votre propriété personnelle. L'objet de cette lettre est de rappeler qu'il n'en est rien. Elle appartient d'abord à ses enseignants et à ses étudiants. Ils attendent de votre personne qu'il assure leur sécurité. Ils n'ont pas à accepter qu'il organise l'insécurité, la pagaille et la censure, remettant en cause huit cents ans de libertés de l'Université de Paris. Ils peuvent, et doivent, lui demander des comptes.

C'est pourquoi nous exigeons qu'une commission comprenant des élus étudiants et des représentants des universités concernées soit mise en place pour traiter des problèmes de sécurité, de circulation et d'expression en Sorbonne. Tant qu'une telle commission n'existera pas, nous appelons les étudiants à rejeter toute consigne de votre personnel qui leur paraîtra illégitime.

Appel désespéré de la trésorière: depuis la rentrée, l'UNEF est sur tous les fronts. Vous l'avez vu. Votre vote semble montrer que cela vous a plu. Résultat: nos caisses sont encore plus vides que d'habitude ! La subvention versée par la Fac (3000F) ne couvre même pas les frais de campagne électorale. Les cotisations de la rentrée ont été dépensées depuis longtemps...

Alors, si vous pensez qu'il faut que nous continuions, et si vous en avez les moyens, pourquoi ne pas nous aider ? Même de toutes petites sommes seront acceptées avec reconnaissance.



**UNEF Paris IV (Union nationale des étudiants de France,
Association générale des étudiants de Paris-Sorbonne)**

Le syndicat qui défend les étudiants

Pour tout problème n'hésitez pas à nous contacter

Sorbonne: 18 rue de la Sorbonne, au fd, à droite

Clignancourt: à gauche en sortant des Amphis

tél: 01-40-46-32-27 (répondeur)

Prénom et nom:

Adresse:

Tél (éventuellement):

Année et filière:

Je souhaite être informé des activités de l'UNEF Paris IV et recevoir régulièrement *Trait d'Union*.

Je soutiens financièrement l'UNEF et verse...

Je souhaite adhérer à l'UNEF et joins (cotis. 80F. premier versement minimum 10F)

A renvoyer à UNEF Paris IV, 1 rue V. Cousin 75005 PARIS.